Certes, les gens qui ont travaillé dans une usine de la Chemcell à fabriquer de la formaldéhyde devraient être en mesure de travailler dans l'industrie des pâtes et papiers. Pourquoi attendre jusqu'en octobre, alors qu'ils seront inscrits à l'assurance-chômage? Pourquoi ne pas agir dès maintenant? Ne perdons pas notre temps à critiquer ceux qui n'ont rien fait dans le passé. Que ferons-nous maintenant à ce sujet? Quelle sorte de collaboration peut-on attendre des trois échelons de gouvernement et de la Chambre? Ne perdons pas notre temps à lancer des pierres mais au lieu, travaillons ensemble pour réaliser quelque chose.

Nous avons besoin du plein emploi au Canada. Nous n'y parviendrons pas en parlant de prestations sociales améliorées et plus élevées. C'est comme un serpent qui dévore sa queue. Après un certain temps, il n'y a plus de serpent. Pour accéder au plein emploi, nous devons avoir des fabriques actives et la seule façon d'en avoir, c'est de leur trouver des débouchés. Il nous faut beaucoup plus que des techniques de production et de commercialisation. Il faut plus qu'une politique des transports. Nous devons réussir à vendre nos produits.

Il est certes inutile de demander aux Canadiens de financer l'achat d'un éléphant blanc. Si j'épargne une partie de mon salaire durement gagné, si je cesse de perdre mon temps en voyages autour du monde pendant mes vacances, ou de passer la frontière américaine dans le même but au lieu de rester au Canada, si j'investis dans l'expansion du Canada, je veux savoir si je serai à l'abri d'impôts inutiles. Si on m'encourage à faire ce que je considère comme un profit légitime en prenant part à l'exploitation des ressources du Canada, je veux au moins être traité sur le même pied que les sociétés qui jouissent de concessions fiscales dans notre pays. A mon avis, tout contribuable canadien devrait pouvoir défalquer ses pertes dans le développement de l'industrie pétrolière. Un Américain qui investit dans le forage de puits de pétrole en Alberta peut défalquer toute perte subie dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Naturellement, il peut se permettre d'exploiter notre pétrole lorsqu'il peut gagner 35 ou 40 p. 100 de plus qu'un Canadien à cause de l'impôt sur le revenu.

J'estime, pour ma part, qu'il y a un grand nombre de Canadiens prêts à miser sur l'avenir de leur pays, mais vous ne les y amènerez pas à moins de leur offrir au moins l'égalité dans le domaine de l'impôt. Nous avons créé un certain malaise au Canada, je le crains, en laissant entendre que tout profit était nécessairement condamnable. Je ne suis pas d'accord là-dessus. Il faut à mon avis que la vertu d'économie trouve sa récompense. La plupart des Canadiens veulent du travail. La plupart travailleront, je pense, mais quand on leur demande d'investir, il faut leur donner des garanties autant que faire se peut.

Je ne demande pas l'Utopie ou la lune, mais je demande au gouvernement de garantir aux investisseurs en puissance que, dans un avenir prévisible, il ne leur arrachera pas le fruit de leurs économies et les bénéfices de leurs placements au pays. La complexité de la structure financière canadienne m'a toujours échappé dans une certaine mesure. Je ne comprends pas tout à fait les implications du dollar flottant, mais je sais que, lorsque nos industries embryonnaires exportent des produits comme des produits chimiques fabriqués dans nos usines

pétrochimiques d'Edmonton, il est très difficile de maintenir les opérations si l'on craint qu'après avoir produit pour 1 million de dollars de formaldéhyde, il faudra en réduire le prix de 7 p. 100 avant la fin de l'année. Ce sont des choses qui arrivent.

• (5.30 p.m.)

Le déblocage du dollar a beaucoup nui à notre industrie pétrochimique et à notre industrie de pâte. Il suffit de suivre les cours de la Bourse pour s'en rendre compte. Loin de moi l'idée d'insinuer que notre dollar flottant en soit la seule cause; néanmoins, elle en est un des facteurs. Quand nous effectuerons les recherches qui, à mon sens, seront nécessaires pour assurer l'efficacité de la Corporation de développement du Canada, dans la mesure où une telle efficacité est possible, il nous faudra, je pense, tenir compte de l'ensemble de la situation et chercher à savoir jusqu'à quel point le marché monétaire est stable et quel marché d'exportation existe pour nos produits. Ce dernier, bien sûr, a des liens très étroits avec notre dollar flottant. A mon avis, nous spéculons. J'espère que nos experts financiers savent ce qu'ils font lorsqu'ils décident ou de stabiliser ou de laisser flotter le dollar. L'industrie chimique du pays s'en inquiète, l'industrie de la pâte aussi et, à vrai dire, tout le Canada. Ce sont d'autres domaines qui nous ont sauvés, car aujourd'hui, pour ce qui est de l'amiante et du nickel, nous avons presque un monopole mondial. Ce sont en partie nos ventes de ces deux matières premières qui expliquent notre balance commerciale énormément favorable. Il n'en reste pas moins que des compagnies canadiennes, les petites, abandonnent les affaires par centaines.

J'espère que la Corporation de développement du Canada ne se préoccupera pas uniquement d'assurer la survie des grosses sociétés. Je crois que l'un dans l'autre, les grandes sociétés multinationales n'ont presque pas besoin de notre aide. Certaines d'entre elles sont plus importantes que des pays et plus puissantes que des gouvernements et elles n'ont pas grand besoin d'assistance. L'entrepreneur canadien, celui que le ministère de l'Expansion économique régionale encourage, doit être aidé pour lancer de nouvelles entreprises et créer de nouveaux emplois. Bien entendu, il nous faut décider si les nouvelles sociétés sont des entreprises viables. Je ne prétends pas qu'il faille instaurer une dictature; néanmoins, si nous devons engager l'argent des contribuables dans une entreprise, il faut nous documenter auparavant. Nous ne devrions pas encourager des gens à monter des usines de boîtes si on n'a pas besoin de boîtes ou des fabriques de chaussures qui ne feraient que des souliers du pied gauche. Il est fort étrange que ceux qui parlent le plus de planification sont ceux à qui fait le plus déplorablement défaut la compétence nécessaire pour la mettre en œuvre.

L'entreprise privée a créé 99 p. 100 de l'opulence dont nous jouissons maintenant. Comme c'est l'Amérique du Nord qui s'en est faite le champion, je ne vois pas pourquoi nous aurions réellement besoin de nous tourner ailleurs pour nous guider. Documentons-nous certes sur les moyens utilisés par les Japonais pour effectuer leurs réalisations dans le Pacifique, par les Allemands de l'Ouest en Europe, et par les États-Unis au sud de notre frontière. Néanmoins, il nous faut développer notre propre économie bien canadienne. Les problèmes de ces